



Bolivie : un peuple qui a su résister et se faire respecter

Par [Oscar Fortin](#)

Mondialisation.ca, 21 octobre 2020

[Humanisme](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

On se souviendra du 19 novembre 2019, jour d'élection présidentielle, en Bolivie. Evo Morales, alors candidat, s'est vu soutenu de nouveau par la grande majorité de son peuple. Les premiers résultats le donnèrent comme gagnant au premier tour, sans nécessité d'un second tour. C'est alors que le secrétaire général de l'OEA, alors présent, comme observateur, prit l'initiative d'une déclaration, faisant état d'une grave fraude électorale. Son statut, comme secrétaire général de l'OEA, lui assurait une certaine crédibilité de la part des alliés de Washington et des ennemis d'Evo Morales. C'est alors, en concertation avec la partie perdante de l'élection et des alliés de l'empire, les forces armées boliviennes, fidèles aux partisans de la « droite », ont été mises à contribution pour confirmer cette fraude et mettre à prix la « tête » d'Evo Morales et de tous ceux et celles qui lui sont très proches.



Nous connaissons la suite. Evo Morales, pour éviter des massacres de son peuple et de ses plus proches, ainsi que sur lui-même, s'exila au Mexique qui lui avait tendu la main. Pendant ce temps, l'armée s'en prenait aux résistants à ce coup d'État militaire, alors que les principaux artisans de ce dernier préparaient un gouvernement fantoche, reconnu par Washington et ses alliés, tenant lieu de pouvoir légitime pour gouverner le pays.

Devant cette scène grotesque, d'usurpation de la volonté, clairement exprimée du peuple, se firent silencieux les évêques boliviens tout comme fut le cas du Vatican. La majorité des pays subordonnés à Washington comme c'est le cas du « club de Lima et de l'Union européenne » reconnurent le nouveau gouvernement. Ce ne fut toutefois pas le cas pour les Nations Unies qui s'est abstenue d'en reconnaître la légitimité.

En ce 18 octobre 2020, ce fut également élection présidentielle dans le but de légitimer le nouveau gouvernement. Ce que les putschistes considéraient pour acquis s'est vite

transformé en une débâcle rarement vue. Le candidat, Luis Arce, mis de l'avant par le parti politique d'Evo Morales (MAS), s'est vu attribuer, par le vote du peuple bolivien, la présidence avec 52,4% des voix.

Deux points retiennent particulièrement mon attention : le premier est celui de la reconnaissance immédiate de cette victoire par les principaux dirigeants de l'opposition officielle. Le second est cette unanimité internationale de ceux qui, en 2019, ont tout fait pour que la victoire d'Evo Morales ne soit pas reconnue.



Je note, entre autres, l'appel téléphonique, tout récent, du pape François à Evo Morales, toujours en résidence protégée en Argentine. Je note également le comportement des évêques boliviens qui se félicitent de la victoire de celui qui sera le nouveau président de Bolivie. On se souviendra que ces mêmes évêques avaient, pratiquement, fait campagne (en 2019) contre Evo Morales, l'accusant de fraudes électorales, sans jamais en donner les preuves.

Trump et l'Union européenne ont aussitôt reconnu le nouveau gouvernement, se disant disposés à travailler avec ce dernier.

Je voudrais bien croire à un virement de 180 degrés de tous ces acteurs qui ont été, sous une forme ou une autre, les auteurs directs et indirects du Coup d'État de novembre 2019. D'ailleurs, jusqu'à tout récemment, certains des plus radicaux promettaient de mettre l'armée au service de leur démocratie. Il y a toutefois une autre hypothèse tout à fait plausible..

Le trois novembre prochain sera jour d'élection aux États-Unis. Donald Trump, en tant que



candidat à cette élection, ne peut se permettre, à deux semaines de ces dernières, une aventure internationale comme celle d'un second coup d'État contre le peuple bolivien. Ses promesses de paix et de respect des peuples et des nations se

verraient renvoyées aux oubliettes. Je le vois donc ordonner, de la Maison-Blanche, à tous ses collaborateurs et collaboratrices impliqués, directement ou indirectement dans un changement de régime politique en Bolivie, de se conformer aux résultats des élections et d'en reconnaître les principaux élus. Faire ainsi la démonstration que son gouvernement respecte la « démocratie » et le droit des peuples à décider de leur destin.

Je suis porté à penser que pour certains, ce fut un véritable virement, et pour d'autres, il s'agit plutôt d'une remise à plus tard. J'espère me tromper sur ce dernier point.

Oscar Fortin

Le 20 août 2020

La source originale de cet article est [Humanisme](#)
Copyright © [Oscar Fortin](#), [Humanisme](#), 2020

Articles Par : [Oscar Fortin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca